

COVID-19 Les consignes de la FIGEC

18 mars 2020

L'évolution de l'épidémie de COVID-19 est particulièrement très inquiétante. Les mesures d'urgence mises en place par le gouvernement doivent aider à faire face aux conséquences majeures de cette crise sanitaire.

C'est dans cet esprit que la Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion des Créances et de l'Enquête Civile a naturellement recommandé à ses entreprises adhérentes de respecter à la lettre les consignes imposées par le Gouvernement.

En outre, les entreprises de la FIGEC, et notamment celles du secteur de la médiation financière, se sont fixées elle-mêmes des principes supplémentaires, en renforçant leur procédures internes dans le cadre de l'exercice du recouvrement de créances :

- D'abord vers les particuliers, avec une écoute et une prise en compte encore plus attentive qu'à l'accoutumée des situations particulières des clients débiteurs, une attention accentuée pour les échanges avec les personnes fragilisées par cette crise sanitaire, et notamment les seniors,
- Ensuite vers les entreprises, par la prise en compte des secteurs particulièrement touchés – en premier lieu, les établissements de santé – mais aussi les artisans, commerçants et professions libérales.

Il est malheureusement nécessaire de rappeler que cette crise majeure a déjà un impact très important sur les trois activités de la FIGEC (information d'entreprise, médiation financière et enquête civile) qui va s'accroître dans les jours qui viennent, avec pour certains secteurs, un arrêt brutal de l'activité.

La Gestion du Risque Client, levier de croissance pour l'économie française

Chiffres clés, chaque année, en France :

- le crédit inter-entreprises représente quelque **672 milliards d'euros**. C'est malheureusement la première source « gratuite » de financement des entreprises, **trois fois supérieure** au crédit bancaire de trésorerie,
- **56 milliards d'euros**, montant total du passage en pertes pour **créances impayées**,
- **90 % des sommes recouvrées** par les professionnels du recouvrement le sont à **l'amiable**,
- en cas d'impayé, près de **9 entreprises débitrices** sur 10 et **plus de 8 particuliers débiteurs** sur 10 sont en réalité **solvables**,
- **25 % des défaillances** sont dus à des retards ou à des défauts de paiement,
- ce qui représente environ **300 000 emplois menacés**.

Nos métiers, vitaux pour la croissance des entreprises françaises :

➤ Information d'entreprise, de solvabilité et de prévention de défaillance

Le métier des sociétés spécialisées en information d'entreprise, de solvabilité et de prévention de défaillance est de :

- collecter, analyser, fiabiliser, rendre exploitable les **données issues de multiples sources** : publiques, économiques et financières, privées... et de délivrer aux différents acteurs économiques (entreprises de toutes tailles, banques, assurances, administrations, collectivités...) des solutions d'information à valeur ajoutée pour prendre des décisions éclairées de crédit ;
- sécuriser le **crédit inter-entreprises** : crédit que les entreprises s'accordent entre elles par le biais des délais de paiement consentis représentant **près de 30 % du PIB**. C'est une source de financement importante pour les entreprises mais non sans risque pour les fournisseurs. Raison pour laquelle il est nécessaire et légitime pour eux de savoir avec qui ils contractent ;
- réduire les **délais de paiement** et diminuer le risque de défaillance ;
- soutenir la croissance et le développement durable des entreprises.

➤ Médiation financière - Recouvrement et acquisition de créances

Ces sociétés exercent une activité de recouvrement sur les particuliers et les entreprises pour le compte de tous les **acteurs de l'économie** (fournisseurs d'énergie, de téléphonie, d'accès internet, transports, banques et établissements financiers, assureurs...).

Certaines de ces sociétés se sont spécialisées dans l'acquisition de portefeuilles de créances cédées le plus souvent par des établissements financiers et en assurent ensuite le recouvrement pour leur propre compte.

➤ Enquête civile

Les sociétés d'enquête civile fournissent une offre de service permettant à leurs clients de **localiser leurs débiteurs disparus** et d'étudier leur environnement économique. Cette activité s'ouvre aussi à des besoins comme la **déshérence** des contrats d'assurance vie, les comptes bancaires inactifs, les plis non distribuables... Ces sociétés et leurs enquêteurs sont strictement réglementés et doivent avoir une autorisation d'exercer délivrée par le CNAPS.

La Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion des Créances et de l'Enquête Civile est l'Organisation Professionnelle qui rassemble les entreprises - start-up, PME, ETI, filiales de banques, grands groupes - de la gestion du risque client, au service de l'économie française.

Nos entreprises travaillent quotidiennement pour sécuriser les 672 milliards d'euros de crédit interentreprises, diminuer les 56 milliards d'euros de perte pour créances impayées et préserver les 300 000 emplois menacés chaque année.

Contact : Sébastien Bouchindhomme - sbouchindhomme@figec.com - 06 20 20 54 01